



SARH TRIBUNE

Bulletin Régional d'Éducation pour un Développement Intégré
N° 025 du 13 au 27 Juillet 2005

«Un peuple va vers sa
ruine quand
les honnêtes gens
n'ont plus qu'un
courage inférieur à
celui
des individus
malhonnêtes »

*Abraham Lincoln,
ancien Président
USA*

Éditorial

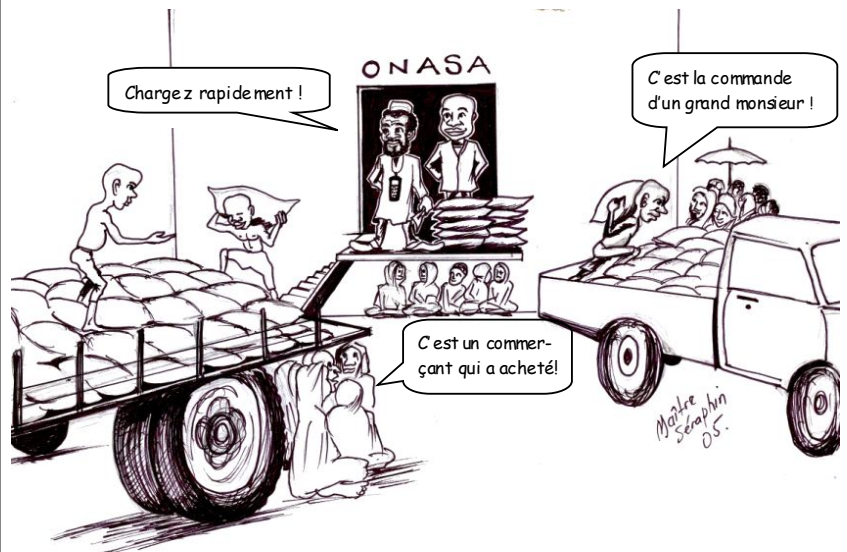
De la poudre aux yeux

Les paysans de certaines localités de la région du grand Moyen Chari constituent en cette période précise, le groupe le plus vulnérable, parce que dépourvu des subsistances céréalières. C'est à ce groupe cible que l'on devait normalement vendre les sacs de céréales de l'ONASA. Misant sur l'argent du coton pour acheter les céréales, ces paysans ont déchanté parce que cet or blanc n'est pas acheté. Et puisque toute l'année ils ont cultivé du coton au détriment de la culture vivrière, ils vivent dans une situation alimentaire très précaire sinon catastrophique. Ils se nourrissent des racines et ont vraiment besoin du céréale pour réconfort physique en vue d'entamer la nouvelle saison de culture. S'ils n'ont pas de la force, par manque de vivres, pour beaucoup produire, l'année prochaine, il y aura encore la famine peut être la plus grave que celle-ci. Certains diront qu'un paysan n'aura pas les dix mille francs Cfa pour acheter un sac. Qu'importe. Mais, c'est une aide alimentaire qui, dans la norme des choses devrait être distribuée gratuitement aux personnes nécessiteuses et non à celles qui ont les moyens financiers. C'est une erreur monumentale de décider de vendre les céréales de l'ONASA en privilégiant les fonctionnaires. Ces agents de l'Etat ont un revenu mensuel (même si cela n'est pas régulier) par conséquent ils sont capables d'acheter les sacs de mil au marché.

D'ailleurs, la vente de ces céréales aux fonctionnaires est de la poudre aux yeux. Beaucoup de sacs ont pris une autre destination. L'on a vu des commerçants acheter des centaines et des centaines de sacs en vue de revendre sur le marché. Le bon sens aurait voulu de servir équitablement aux fonctionnaires comme il est recommandé et vendre le reste (s'il en reste) aux paysans en soldant le prix. La mafia nous tient n'est ce pas ?

LA REDACTION

POUR QUELLE DESTINATION ??



Dans ce numéro :

**PROADEL : un projet pour
les couches marginalisées**
p. 2

**L'ATVACRT va en lutte
contre la pauvreté**
p.3

**Le RAP suscite la prise de conscience
chez l'homme**
p. 4

**Les intrus parmi les maîtres
communautaires**
p.4

**SARH
TRIBUNE**

*Équipe de
Rédaction*

Rédacteur en Chef
Allako-as
Mandbaye

Secrétaire
de rédaction
Sanodji
Abiathar

Membres
de Rédaction :
Louba-Heindé
Séraphin

Nanalmadime
Ramsés

Yanlomtouloum
Ngabou

Imprimé au SAVE
de Sarh
save@intnet.td

DEVELOPPEMENT

PROADEL : un projet pour les couches marginalisées

Un atelier régional de lancement du Projet d'Appui au Développement Local (PROADEL) a eu lieu du 27 au 28 juin dernier au centre culturel Don Champagnat de Koumra. Plus de 200 personnes ont participé à cet atelier.

Par Allako-as Mandibaye envoyé spécial

Présenter et informer les préfets, les sous-préfets, les maires, les chefs des organisations non gouvernementales et les chefs de canton de la région du Mandoul, des tenants et aboutissants du PROADEL est l'objectif de cet atelier. Plusieurs thèmes ont fait l'objet des exposés au cours de cette rencontre. Mais, trois à savoir : la présentation générale du PROADEL, l'appui aux microprojets de développement et les mécanismes de leur financement, le renforcement des capacités locales ont retenu l'attention des participants.

Pour ce qui est de la présentation du projet, le coordinateur national a dit que le Projet d'Appui au Développement Local (PROADEL) s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP) adoptée en juin 2003 et dans le Programme de Développement Local (PRODEL) financé par la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement (AFD).

Ce projet dont l'objectif principal est la réduction de la pauvreté et la promotion du développement durable en milieu rural est placé sous la tutelle du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat. La durée de vie du PROADEL est de 12 ans, répartis en trois phases de quatre ans. La première phase considérée comme phase pilote couvre 19 départements sur 51 que compte le Tchad. La deuxième couvrira 32 départements et la dernière couvrira tous les départements.

Le fonds du PROADEL est un don

Pour la première phase, le projet dispose 46 millions de dollars dont 23 millions versés par la Banque mondiale, 5 millions par l'AFD, 17 millions par le gouvernement tchadien et un million sera la contribution des bénéficiaires. Ce fonds est un don et non un crédit que les bénéficiaires doivent rembourser. C'est dire que le financement des microprojets ne se fera pas en crédit mais un don aux communautés.

En ce qui concerne l'appui aux microprojets, le PROADEL ne subventionne que les microprojets de type sociocommunitaires tels que les salles de classe, les centres de santé ; les microprojets de type infrastructure collective comme les pistes rurales, l'aménagement des marchés, des magasins de stockage et les microprojets de type environnemental tels que les cultures maraîchères et les initiatives de reboisement.

Le groupe cible du PROADEL.

Les femmes, les jeunes, les nomades et les couches défavorisées sont les plus concernés par le projet. La philosophie de ce projet, selon ses promoteurs, est de répondre aux demandes des communautés rurales. Ainsi, selon M. Kouladjé Mbainarem, directeur de l'aménagement du territoire ayant intervenu sur le thème « Appui aux microprojets et le mécanisme de leur financement », le PROADEL subventionne les activités initiées par les collectivités territoriales décentralisées, les associations, les

groupements, et autres organisations locales.

Critère d'éligibilité

Les microprojets ne peuvent être retenus et financés que si les communautés sont organisées en association ou groupement juridiquement reconnu. Et surtout si elles sont capables d'apporter une contribution en monnaie d'un montant de 1,66 millions de dollars ou en nature. En outre, le financement ne peut se faire que sur la base du Plan de Développement Local (PDL) approuvé par des comités de décision au niveau départemental.

Organisation des communautés

Bientôt, une équipe sillonnera les cantons, sous-préfectures, préfectures pour organiser les communautés en matière d'évaluation des besoins, d'élaboration participative de Plan de Développement Local et de gestion des microprojets.

Quatre villes sont exclues du projet

Les quatre grandes villes à savoir Abéché, N'Djaména, Moundou et Sarh ne sont pas concernées par le projet pour la première phase parce qu'elles bénéficient déjà des appuis financiers et matériels de quelques villes étrangères. Puis, ces quatre grandes villes font des recettes annuelles d'environ 4 milliards de francs Cfa chacune. Une autre raison avancée en défaveur de ces cités, c'est le fait qu'elles aient des besoins très énormes en matière de développement.

DEVELOPPEMENT

Appréciation des trois chefs de canton

Une trentaine de chefs des cantons du Mandoul ont pris part à l'atelier de Koumra.

Trois d'entre eux expriment leurs sentiments. **Propos recueillis par Allako-as Mandibaye**

Djibatinan Ndogoulaye : **chef de canton Bangoul**

C'est pour la première fois que j'ai assisté à un tel atelier. Et en ma qualité de chef de canton, je vais transmettre fidèlement toutes les informations et les connaissances reçues pendant les deux jours à mes administrés.

Comment entendez-vous transmettre cela à la base ?

Dès que je serais à Bangoul, je ferais venir tous les chefs de villages, les responsables des groupements et associations de ce canton pour leur expliquer point par point toutes les informations reçues sur le PROADEL.

Qu'est ce que vous avez précisé ment retenu de cet atelier ?

J'ai retenu beaucoup de choses dont les plus importantes sont : s'organiser pour élaborer un plan de développement local afin de bénéficier le financement du Projet ; apporter une petite contribution en argent ou en nature ; le financement du projet sera un don et non un crédit, le suivi des micro-projet etc.

Pensez-vous que ce projet contribuera à la réduction de la pauvreté dans votre canton ?

Je crois que PROADEL est un projet qui contribuera à l'amélioration

des conditions de vie des habitants de Bangoul si ceux-ci comprennent ses avantages et s'organisent dès maintenant.

Ngambor Blagué : **Chef de canton Bekourou**

C'est un atelier louable au cours duquel on m'a dit ce qu'il faut faire dans mon canton pour bénéficier la subvention du PROADEL. C'est très intéressant. Mais, le problème est qu'il faut une contribution des bénéficiaires alors que dans certains villages la Cotontchad n'a pas acheté le coton. Or, c'est à travers le coton que les paysans trouvent de l'argent pour réaliser certaines choses.

Comment ferez-vous pour parler de ce projet à vos habitants ?

Arriver à Bekourou, je vais convoquer tous les chefs de villages pour leur faire le compte rendu de l'atelier. En plus, je ferais une tournée dans tous les villages pour transmettre moi-même les informations acquises sur ce projet aux habitants et leur demander de s'organiser.

Espérez-vous que PROADEL aidera à la réduction de la pauvreté ?

J'ai de l'espoir si les choses dites au cours de l'atelier s'accomplissent normalement sur le terrain.

Moustapha Adamou : **représentant des éleveurs peulh de la région du Mandoul**

J'ai beaucoup apprécié les textes du projet en ce sens que c'est pour la première fois que les textes d'un projet reconnaissent que les éleveurs sont une couche marginalisée et qu'il faut leur accorder une place. Nous sommes satisfaits d'avoir gagné cette place.

Que ferez-vous pour que les éleveurs bénéficient des financements du Projet ?

Je pense effectuer une tournée d'ici peu dans l'ensemble de la région du Mandoul pour expliquer les textes du projet aux éleveurs afin qu'ils s'organisent.

Croyez-vous que ce projet pourrait réduire la pauvreté dans la communauté des éleveurs ?

Je crois à mon avis que les éleveurs en tant que tels ne sont pas pauvres. Ce sont des gens qui ont suffisamment des moyens mais qui ne savent pas les gérer faute d'organisation. Donc, je pense que les éleveurs profiteront du volet formation dans le projet pour changer un peu leur façon de vivre.

C'est ça qui est important pour eux.

L'ATVACRT va en lutte contre la pauvreté

« Bouclier de lutte contre la pauvreté en milieu rural » tel est le thème d'un forum organisé début mai 2005 à Kemdéré par l'Association des Techniciens Volontaires pour des Appuis Complémentaires aux Ruraux Tchadiens (ATVACRT).

Environ 21 paysans agriculteurs venus de différents villages et cantons du département de la grande Sido et du Barh-Koh, ont participé à ce forum. Les participants ont appris plusieurs moyens de lutte

contre la pauvreté. Ces moyens sont entre autres : l'élevage des volailles, des chèvres, des moutons ; la pêche, la chasse, le jardinage ; les activités génératrices de revenus et la bonne gestion des produits agricoles.

Les paysans ont beaucoup apprécié le forum « Certaines associations nous rançonnent de l'argent au village sans jamais organiser un forum intéressant comme celui-ci. Je suis vraiment outillé pour lutter contre la faim dans ma famille, dans mon village » a exprimé un participant. Tous ont encouragé l'Association à faire davantage malgré les moyens financiers qui lui manquent.

« Le RAP suscite la prise de conscience chez l'homme »

Ils sont quatre adolescents à entrer dans la sphère des rappeurs. Yaldar est le nom de leur groupe créé en avril 2003. Djimet Solo, le leader du groupe a accordé un entretien à Sarh Tribune. **Propos recueillis par Y.Ngabou**

Que signifie Yaldar ?

Yaldar veut dire en langue arabe «fils du pays» ou «patriote». Au début, le groupe portait le nom de «3 sans 2», et par la suite, on l'a officiellement rebaptisé Yaldar. Nous prenons ce nom dans un sens profond c'est-à-dire celui qui est très amoureux de sa patrie pour être à la fois son constructeur et son messager.

Pourquoi aviez-vous décidé de former ce groupe de rappeurs ?

C'est la prise de conscience de notre avenir et de la situation de notre pays qui nous conduit à nous unir en créant Yaldar.

Quelle est votre définition du mot Rap ?

Nous définissons le Rap comme un

moyen de communiquer avec autrui. Le Rap est aussi une arme rythmique qui a pour but de provoquer le réveil et de susciter la prise de conscience chez l'homme sur une situation donnée.



Quelles sont vos premières activités ?

Nous sommes des jeunes et tous des élèves. Pour le moment, ce sont les études qui occupent la première place dans nos activités. La musique vient après. Mais toutes les deux activités s'accordent sans problème.

Pourquoi Yaldar n'a que quatre éléments ?

Notre nombre ne nous lèse en rien. De nos jours, beaucoup de jeunes sont pas-

sionnés du Hip-Hop. Mais, ils ne sont pas résistants pour continuer sérieusement la lutte et s'améliorer. Yaldar a un objectif qui est celui de ne pas se décourager mais d'avancer positivement en vue de s'affirmer un jour. Et pour cela, nous attendons de toutes les bonnes volontés, des soutiens financiers et matériels.

Pourquoi Votre groupe n'a aucune fille en son sein ?

Nous ne savons pas pourquoi nos filles ne s'intéressent pas à la musique. Certaines manifestent la volonté d'intégrer Yaldar mais sans sérieux engagement. Il est temps que nos sœurs tchadiennes apprennent à faire de la musique. Dans notre groupe, la porte est ouverte aux filles.

Avez-vous des perspectives ?

Nous voulons entrer au studio «SAVE» dès que possible.

La mise en garde de l'UDAPE

L'Union départementale des associations des parents d'Elèves (UDAPE) met en garde certains responsables des entreprises de construction qui sillonnent les campagnes notamment Moussafoyo, Sandana, Ngonanga, Kagala II, Boro, Manda I, Hi-Hi, Bourbo et Dorkoli pour faire des propositions trompeuses en vue de gagner le marché de construction des salles de classe. Le communiqué met aussi en garde certaines autorités administratives, politiques ou traditionnelles qui cherchent à imposer aux APE tel ou tel entrepreneur. Le communiqué demande en outre aux APE des localités ci-dessus citées de ne signer aucun accord avec une entreprise sans l'avis du Comité de pilotage des constructions scolaires. Écrit le 23 juin dernier, le communiqué porte la signature de M. Madjadoum Roneloum, président de l'UDAPE.

Les intrus parmi les maîtres communautaires

En principe, la formation des maîtres communautaires comme l'appellation indique doit concerner exclusivement les maîtres et maîtresses communautaires c'est-à-dire les hommes et femmes qui, sans aucune formation pédagogique préalable, enseignent dans les écoles primaires publiques et privées et qui sont payés ou pas par les Associations des parents d'élèves. Mais, malheureusement, pour la formation qui a commencé le 4 juillet dernier, il y a des gens qui n'enseignent nulle part qui sont recrutés. Sur quelle base ? Certains se targuent d'avoir négocié fort pour arriver là. Pourtant, ce ne sont pas les maîtres communautaires qui manquent. Il y a les maîtres communautaires, les vrais, qui sont à la maison. Faut-il encore dire formation des maîtres communautaires ? Non, les inspecteurs de l'enseignement de base ayant la charge d'organiser cette formation doivent trouver une autre appellation.

Promotion des artistes de Koumra

L'Association culturelle et de dramaturgie de Koumra a organisé en partenariat avec la Délégation Régionale de la Jeunesse, de la Culture et des Sports, un Festival Artistique et Culturel les 20 et 21 juin dernier au centre Don Champaign de Koumra. C'était à l'occasion de la fête de la musique. En abrégé FESTACKO (Festival Artistique et Culturel de Koumra), cette manifestation culturelle a été la première du genre dans la région du Mandoul. Sept groupes musicaux parmi lesquels le groupe BERAKA de Sarh, deux

troupes de théâtre, trois groupes de danse traditionnelle et quatre poètes ont participé au Festacko. Il y a eu également un défilé de mode. L'objectif de ce festival selon M. Dadier, l'un des organisateurs est de créer un cadre de concertation et d'expression libre, produire pour le public et partant faire la promotion des artistes du Mandoul. La ville de Koumra à croire M. Dadier, renferme beaucoup d'artistes qui ont besoin d'un encouragement. Madame le maire de Koumra a été élue marraine de FESTACKO.

Nadji N. Kaldor
(correspondant Koumra)